



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 27 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1976

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
283

Αριθ. Φ. 0544/2538—2544

Περὶ ἐγκρίσεως : 1) τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 30ὴν Μαΐου 1975 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 5ης Συνόδου τῆς Ἑλληνογιοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ 2) τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 1ην Αὐγούστου 1975 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς συναντήσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ 7ου Τμήματος, σημείου 4, τοῦ ὡς ἄνω Πρακτικοῦ τῆς 5ης Συνόδου τῆς Διυπουργικῆς Ἑλληνογιοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ, ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ, ΓΕΩΡΓΙΑΣ, ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ, ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις :

1. Τοῦ ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 14ην Ἰανουαρίου 1972 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 2ας Συνόδου τῆς Ἑλληνογιοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς, ἐγκριθέντος παρ' ἡμῶν διὰ τῆς ἀπὸ 18 Ἀπριλίου 1972 Ὑπουργικῆς Ἀποφάσεως δημοσιευθείσης εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 106 ΦΕΚ, τεῦχος Α' τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1972.

2. Τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 31ην Μαρτίου 1973 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 3ης Συνόδου τῆς Ἑλληνογιοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς, κυρωθέντος ὁμοίως δι' Ὑπουργικῆς Ἀποφάσεως δημοσιευθείσης εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 175 ΦΕΚ, τεῦχος Α' τῆς 16ης Αὐγούστου 1973.

3. Τοῦ ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 25ην Ἀπριλίου 1974 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 4ης Συνόδου τῆς Ἑλληνογιοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς, κυρωθέντος ἐπίσης διὰ τῆς ἀπὸ 7ης Ἀπριλίου 1975 Ὑπουργικῆς Ἀποφάσεως, δημοσιευθείσης εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 86 ΦΕΚ, τεῦχος Α' τῆς 30ῆς Ἀπριλίου 1975.

4. Τὰ κείμενα τῶν ὑπὸ ἐγκρίσιν Πρακτικῶν, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχουσι καὶ ἐν τῷ συνόλῳ των :

1. Τὸ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφέν τὴν 30ὴν Μαΐου 1975 Πρακτικὸν τῆς 5ης Συνόδου τῆς Ἑλληνογιοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ

2. Τὸ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφέν τὴν 1ην Αὐγούστου 1975 Πρακτικὸν τῆς συναντήσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ 7ου Τμήματος, σημείου 4, τοῦ ὡς ἄνω Πρακτικοῦ τῆς 5ης Συνόδου τῆς Διυπουργικῆς Ἑλληνογιοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὰ κείμενα τῶν ἐγκρινόμενων Πρακτικῶν ἐπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Ὀκτωβρίου 1976

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ
ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΤΡΥΠΑΝΗΣ
ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ
ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ
ΚΩΝΣΤ. ΚΟΝΟΦΑΓΟΣ
ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ

PROCES - VERBAL

de la 5ème réunion de la Commission
Interministérielle gréco - yougoslave

La Commission Interministérielle gréco-yougoslave s'est réunie pour la 5ème fois à Athènes du 26 au 30 mai 1975.

La Délégation hellénique a été présidée par Son Excellence Monsieur Ioannis Boutos, Ministre suppléant de la Coordination et de la Planification, et la Délégation yougoslave par Son Excellence Monsieur Svetozar Pepovski, Membre du Comité Exécutif Fédéral.

Les listes des membres des deux Délégations figurent aux Annexes No 1 et No 2 du présent Procès-Verbal.

Les Présidents des deux délégations ont, tout d'abord, fait de façon analytique le bilan de toutes les actions qui ont été menées depuis la dernière réunion de la Commission interministérielle, sur la base des décisions et des recommandations qui y ont été prises.

La Commission Interministérielle a par la suite examiné en quatre Sous-Commissions et en séances plénières toutes les questions qui faisaient l'objet de son ordre du jour et est arrivée aux conclusions suivantes :

I. ECHANGES COMMERCIAUX

La Commission a constaté que les échanges des marchandises entre les deux Pays, pendant l'année 1974, n'ont pas atteint le volume prévu pour cette période.

La Commission a exprimé l'opinion que le niveau des échanges commerciaux atteint pendant la période précitée ne répond pas aux possibilités offertes par le développement accéléré des deux pays et elle a en outre constaté qu'il est possible de développer davantage le volume du commerce et d'élargir le nombre des produits à échanger, surtout en ce qui concerne les produits industriels.

A ce propos, la Commission a pris note avec satisfaction du fait que le Protocole Commercial pour l'année 1975, signé le 17 mai 1975, prévoit un volume total d'environ 150 millions de dollars, ce qui constitue un cadre approprié pour l'élargissement des rapports commerciaux entre les deux Pays.

Dans le but d'établir des conditions de stabilité du marché, surtout en ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles, la Commission juge utile que les autorités compétentes des deux pays encouragent dans le cadre de leurs réglementations en vigueur la conclusion de contrats à long terme par les entreprises intéressées des deux pays.

La Commission considère qu'il serait nécessaire d'activer davantage la coopération entre les Chambres de Commerce des deux pays, dans le but de faciliter les contacts entre les entreprises intéressées et l'échange mutuel de renseignements dans les domaines économique et commercial, ainsi que pour encourager la participation des entreprises des deux pays aux foires organisées de part et d'autre.

Par ailleurs, la Commission a demandé que la question d'accords directs entre ces foires soit examinée par les autorités compétentes des deux pays.

La partie yougoslave a soulevé la question de la suspension des importations de viande en Grèce.

La partie hellénique a répondu qu'en raison des conditions existant actuellement sur le marché hellénique l'importation de viande en Grèce est suspendue par une mesure générale s'appliquant à tous les pays.

La partie yougoslave a souligné l'importance de l'exportation de viande sur le volume global des échanges commerciaux entre les deux Pays et a exprimé le souhait que cette suspension soit levée dans un proche avenir.

Traffic frontalier des marchandises.

La Délégation yougoslave a proposé d'examiner la possibilité de conclure un accord sur le trafic frontalier des marchandises. Elle a exposé tous les avantages qu'à son avis un tel accord présenterait pour les échanges commerciaux en général et particulièrement dans la région frontalière.

La Délégation hellénique a exposé les raisons qui empêchent la Partie hellénique d'accepter un tel arrangement.

Accord pour éviter la double taxation.

La Commission recommande que les autorités compétentes des deux pays examinent l'opportunité et l'intérêt mutuel pour la conclusion éventuelle d'un accord destiné à éviter la double taxation.

II. COOPERATION INDUSTRIELLE

La Commission a constaté que la coopération industrielle entre les deux pays depuis sa dernière session a marqué un certain progrès et qu'il existe des possibilités d'un développement plus important.

La Commission a été informée des conclusions des travaux de la Sous-Commission pour la coopération industrielle, qui s'est réunie en mai 1975, et les a approuvées, tout en ayant apprécié l'activité des organes compétents des deux pays dans ce domaine.

Les deux parties ont été d'accord pour souligner l'intérêt d'une coopération industrielle à long terme en parti-

culier dans les secteurs suivants: électroéconomie, métallurgie, constructions industrielles, industrie électrologique, matériel de télécommunications, industrie de construction navale, industrie de construction de wagons de chemins de fer et de matériel ferroviaire, industrie chimique, industrie de produits alimentaires, industrie du cuir, de tubes plastiques et de boîtes de conserve.

Il a été d'autre part considéré qu'une coopération à long terme entre sociétés et organismes industriels des deux pays peut donner des résultats positifs dans le secteur de l'exécution de projets d'investissement (énergie, industrie, transport de courant électrique, modernisation des chemins de fer, etc.).

La Commission propose aux autorités compétentes des deux pays d'aider et d'encourager la liaison directe des sociétés et organismes industriels des deux pays s'intéressant à la coopération à long terme. Il est à prévoir qu'une telle liaison sera particulièrement encouragée par la Direction y relative qui a récemment été créée au sein de la Direction y relative qui a récemment été créée au sein de la Direction Générale de l'Industrie du Ministère hellénique de l'Industrie et par la section correspondante près la Chambre économique de Yougoslavie.

Le progrès et le développement de la coopération industrielle en Grèce et en Yougoslavie, ainsi que sur les marchés des pays tiers, seront de nature à contribuer à un développement plus réussi des relations économiques à long terme des deux pays.

III. COOPERATION AGRICOLE

En ce qui concerne la coopération dans le domaine de l'Agriculture, pendant la session de la Sous-Commission compétente qui a eu lieu récemment à Athènes, ont été examinées attentivement toutes les possibilités existantes pour le développement et la collaboration dans chaque branche de l'Agriculture. Le Protocole signé prévoit les activités communes à entreprendre dans les secteurs des cultures, de l'élevage et des forêts, de la recherche agricole, du contrôle phytosanitaire et vétérinaire, du traitement industriel des produits agricoles, des améliorations foncières, ainsi que du crédit agricole.

Les sujets examinés ont été envisagés, dans tous les cas, dans un esprit de collaboration mutuelle, visant à desservir les intérêts des agriculteurs et des économies agricoles des deux pays.

Les deux Parties sont invitées à intensifier leurs efforts pour la réalisation des décisions prises.

IV. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

1. Généralités

a) Il a été constaté que les problèmes de transport entre les deux pays sont réglés d'une façon satisfaisante; la preuve en est l'Arrangement entre les deux Pays, signé à Athènes le 3 février 1975, pour le transit des marchandises yougoslaves par la zone franche du Port de Thessaloniki, Arrangement dont la procédure d'approbation est actuellement en cours dans les deux Pays.

La Commission recommande que la procédure précitée soit achevée au plus tôt, afin que cet Arrangement puisse être ratifié et mis en vigueur dans les meilleurs délais.

b) La Partie yougoslave a proposé que le rôle de la Commission mixte pour les transports routiers, prévue par l'Accord bilatéral en cette matière, soit étendu par la participation à celle-ci de représentants compétents des autres branches de transport, ainsi que de représen-

tants des Ministères des Travaux Publics, pour l'étude des questions de construction et de liaison entre les réseaux routiers des deux pays. La Partie hellénique examinera attentivement cette proposition.

2. Transports ferroviaires

En cette matière, la coopération entre les réseaux de chemins de fer des deux pays est satisfaisante. Il ne reste plus à régler que l'acceptation du projet d'accord ferroviaire frontalier déjà élaboré. On a exprimé le vœu que cette question soit réglée rapidement.

3. Transports routiers

a) On a également constaté que, dans ce domaine, les mesures qui ont déjà été prises de part et d'autre assurent le fonctionnement du système de transport routier de façon satisfaisante.

La Partie hellénique a formulé la demande à la Partie yougoslave d'examiner la question de la réduction des taxes routières, qui sont payées par les transporteurs grecs traversant le territoire yougoslave. Le Partie yougoslave examinera attentivement cette proposition.

b) La Partie yougoslave a de nouveau posé la question de l'établissement de lignes régulières d'autobus entre les villes : Ohrid - Bitola - Florina - Thessaloniki, Skopje - Gevgeli - Thessaloniki, Beograd - Thessaloniki - Athènes, question dont on avait discuté lors de la dernière session de la Commission mixte pour les transports routiers et qui pourrait contribuer au développement de la coopération économique entre les deux pays.

La Partie hellénique a communiqué qu'en raison du caractère unilatéral et saisonnier du mouvement touristique (de la Yougoslavie vers la Grèce), les transporteurs grecs ne sont pas intéressés à participer à l'exploitation de telles lignes d'autobus. Cependant, on a jugé opportun, dans un premier stade, d'envisager l'établissement, à titre expérimental, d'une ligne d'autobus Beograd-Athènes avec stations intermédiaires, qui relierait ainsi les deux capitales, conformément à ce qui est prévu dans l'Accord sur cette matière. Pour les autres lignes d'autobus, la Partie hellénique juge qu'il faut reporter la question à plus tard, au cas où, entre temps, des conditions plus favorables apparaîtraient, pouvant intéresser les transporteurs des deux pays.

4. Télécommunications

Les questions se rapportant à ce domaine, et qui sont de moindre importance, sont réglées par les Services compétents des deux pays.

V. TOURISME

a) La Commission a estimé positifs les efforts de la Commission mixte gréco-yougoslave pour le développement du tourisme, dont les travaux ont donné jusqu'à présent des résultats satisfaisants. Néanmoins, on a considéré qu'il faudrait déployer plus d'efforts pour obtenir de meilleurs résultats, étant donné les possibilités et l'intérêt commun des deux pays voisins dans ce domaine. Ainsi, il faudrait développer davantage le mouvement touristique réciproque, notamment par l'amélioration des conditions de voyages, de séjour et par l'échange d'informations touristiques.

b) La Partie hellénique a informé la Partie yougoslave qu'il y a eu déjà du côté hellénique une simplification des formalités de voyage. La Partie yougoslave a souligné l'intérêt qu'il y aurait pour le développement du tourisme entre les deux pays à entreprendre des efforts supplémentaires pour simplifier davantage ces formalités, y inclus l'abolition des visas pour les voyages entre les deux pays.

La Partie hellénique a fait connaître qu'elle transmettrait ce vœu aux Autorités helléniques compétentes, que, de toute façon, cette question fait l'objet d'une législation uniforme en Grèce, et que déjà, des améliorations ont été apportées dans ce domaine.

c) La Commission recommande aux Organisations compétentes pour le tourisme dans les deux pays de prendre des mesures appropriées pour améliorer la publicité et les informations touristiques.

d) Les deux Parties ont estimé que la coopération entre les pays balkaniques dans le cadre des Conférences des Représentants des Organismes Officiels du Tourisme des pays balkaniques a été positive; elles ont aussi formulé la nécessité de développer encore plus cette coopération. On a également souligné la nécessité d'une coopération plus étroite entre les deux pays dans leur intérêt mutuel, ainsi que dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Tourisme qui vient d'être instituée et dans les autres Organisations internationales dans le domaine du tourisme.

VI. COOPERATION CULTURELLE ET SCIENTIFIQUE

1. Coopération dans le domaine de la culture.

Les deux parties ont constaté avec satisfaction le renouement de la collaboration entre la Grèce et la Yougoslavie dans ce domaine, à la suite et dans le cadre du programme prévu par le procès-verbal signé à Athènes le 17 décembre 1974.

A cet égard, on a été d'accord qu'il faudra, par un effort commun, élargir le plus possible le cadre de la coopération culturelle entre les deux pays en accélérant la mise en œuvre du programme y relatif et en intensifiant les échanges culturels déjà en cours en vue de renforcer les liens des deux peuples.

Les deux parties ont, d'autre part, constaté le besoin de mettre en contact les Services compétents des deux pays chargés de la coordination des organismes spécialisés et appelés à mettre en œuvre les différentes activités prévues dans le programme de coopération dans le domaine de la culture, afin de pouvoir régler d'une façon efficace et détaillée les questions techniques et administratives relatives à ces activités.

2. Coopération dans le domaine de la science et de la technologie.

Les deux parties ont confirmé les possibilités d'une coopération scientifique et technique entre les deux pays ainsi que les avantages qui en résultent. Elles ont manifesté leur intention de faire les meilleurs efforts possibles afin de procéder à un échange actif de personnel scientifique et technique, ainsi que de spécialistes des Instituts de recherche entre les deux pays, en vue d'une coopération future dans des domaines concrets.

Afin de faciliter cette coopération, les deux parties ont décidé de créer un groupe de travail mixte de coopération scientifique et technique qui tiendra sa première session à Belgrade en octobre 1975 et où il sera procédé à l'élaboration d'un programme détaillé de coopération scientifique et technique dans l'avenir. Les deux parties se proposent également d'organiser des «Journées de la Science et de la Technique», respectivement à Athènes et à Belgrade, tous les deux ou trois ans.

D'autre part, en réponse à la proposition yougoslave soumise lors de la quatrième session de la Commission Interministérielle Mixte, la Partie hellénique a présenté un projet d'échanges d'académiciens, de professeurs d'Université et d'autres spécialistes scientifiques, ainsi qu'un contreprojet de coopération dans des domaines scientifiques et techniques précis.

Il a été, enfin, précisé que les organismes compétents chargés de la coopération dans ce domaine sont respectivement le Service de Recherche Scientifique et de Développement du Ministère de la Culture et des Sciences pour la Grèce et l'Administration Fédérale pour la Coopération Scientifique, d'Education, Culturelle et Technique Internationale pour la Yougoslavie.

VII. COOPERATION DANS LE DOMAINE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Il a été constaté que la coopération dans le domaine de la mise en oeuvre de projets de développement a été poussée de manière satisfaisante jusqu'ici et avec une nette tendance d'élargissement ultérieur des activités y afférentes.

1. Coopération dans le domaine de l'hydroéconomie.

Dans ce domaine, d'une part, le projet de développement du fleuve Axios/Vardar en collaboration avec les Nations Unies, ainsi que les programmes communs de pêche, ont considérablement progressé et, d'autre part, on a pu effectuer le travail préparatoire pour l'exécution des travaux nécessaires relatifs à l'étude de la voie navigable du golfe de Thessaloniki au Danube et vers l'Europe centrale. Ainsi :

a) Projet des Nations Unies (U.N.D.P.).

Les difficultés surgies au cours de l'an dernier ont pu être surmontées avec succès de telle sorte que ce projet soit déjà rentré à l'heure actuelle à sa deuxième phase du point de vue technique et que l'on soit à même de prévoir sa pleine mise en activité dès septembre prochain. Cette question a été utilement discutée lors de la réunion de la Commission de Coordination du projet à Thessalonique, en mars dernier, pendant laquelle on s'est mis d'accord sur tous les problèmes de détail.

b) Voie navigable golf de Thessaloniki – Danube.

A la suite de la décision prise par les deux parties de procéder à des études supplémentaires dans ce domaine avec l'aide des Nations Unies, la Partie Hellénique a fait parvenir aux autorités yougoslaves compétentes en avril dernier un projet de demande commune aux Nations Unies. La Partie yougoslave a déclaré qu'elle est en train d'achever l'examen de ce projet et que ses commentaires seront transmis à la partie hellénique à temps pour qu'une rencontre commune des experts des deux pays puisse avoir lieu dans le courant de la deuxième quinzaine de juin afin de rédiger le texte définitif de la demande commune.

c) Programmes de pêche.

L'exécution des programmes d'enrichissement et de contrôle de la richesse sous marine des lacs de Prespa et de Doirani continue de manière satisfaisante et sans que des problèmes particuliers se présentent. D'ailleurs, dans le cas où il en existe, le Sous – Comité mixte compétent y fait régulièrement face.

d) Réunion annuelle de la Commission permanente sur l'hydroéconomie.

La date et l'ordre du jour de cette réunion seront fixés par la voie diplomatique. Cependant, il a été jugé opportun que la rencontre d'experts précitée sur la voie navigable ait lieu auparavant de sorte qu'on puisse inclure dans l'ordre du jour de la réunion de la Commission permanente la question des modalités et des démarches ultérieures auprès du programme de développement des Nations Unies (U.N.D.P.).

2. Coopération dans le secteur de l'énergie électrique.

Les deux parties ont exprimé leur totale satisfaction pour le progrès considérable et rapide qui a été jusqu'ici effectué dans ce domaine.

Cette coopération sera encore plus intensifiée dans l'avenir grâce à la nouvelle interconnection électrique sous construction des deux systèmes électriques sous la tension des 400 KW et dans le fonctionnement est prévu pour la fin de 1976 selon, d'ailleurs, les prévisions initiales.

3. Seismologie.

La première phase de ce projet, auquel participent les pays balcaniques, a été achevée en novembre 1975 et il a été décidé de le prolonger par une deuxième phase d'une durée de trois ans de manière que l'installation d'un réseau seismologique couvrant l'espace balcanique puisse s'en suivre.

4. Pipe – line

Les deux Parties sont, en principe, d'accord pour procéder à la construction d'un pipe – line entre le golfe de Thessaloniki et le territoire yougoslave. La Partie hellénique examinera le plus tôt possible l'étude préliminaire sur ce projet, qui lui a déjà été soumise par la Partie yougoslave. Un groupe d'experts mixte sera créé pour examiner au cours du mois de juillet 1975, à Athènes, tous les aspects techniques et économiques du projet, de façon à ce que les deux gouvernements puissent par la suite procéder à la conclusion d'un accord satisfaisant pour les deux pays.

A l'occasion de la proposition sur le projet de pipe – line, il a été jugé utile de procéder simultanément à l'examen de la possibilité d'extension du conduit de gaz des régions du nord de la Yougoslavie vers le territoire hellénique.

5. Coopération dans le domaine international.

Etant données les nombreuses possibilités d'action commune qui s'offrent aux deux pays dans le cadre de l'O.N.U., de l'O.C.D.E. et des autres organisations internationales, il a été jugé utile et souhaitable qu'une collaboration plus étroite entre les deux parties ainsi qu'une préparation conjointe des sujets d'intérêt commun ou des projets communs des deux pays, puisse s'établir à l'avenir en vue d'obtenir, au moyen de positions harmonisées et coordonnées ou de propositions communes, de bien meilleurs résultats au bénéfice mutuel.

VIII. DIVERS

Pendant la période entre deux sessions, les présidents ou les vice-présidents peuvent se rencontrer sur l'initiative de l'une ou de l'autre des Parties, dans le but d'examiner des questions de la compétence de la Commission.

La Commission recommande que les deux Parties continuent leurs efforts pour régler la question des droits et intérêts.

Les communications entre les deux Parties pour l'application des dispositions du présent Procès – Verbal se feront par voie diplomatique.

Les deux Délégations se sont montrées particulièrement satisfaites du climat de compréhension et d'étroite coopération dans lequel se sont déroulées leurs conversations.

Fait à Athènes, le 30 mai 1975, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de
la République Hellénique
IOANNIS BOUTOS

Pour le Gouvernement de la
République Socialiste
Fédérative de Yougoslavie
SVETOZAR PEPOVSKI

LISTE
de la Délégation Hellénique

Président : Ioannis Boutos, Ministre Suppléant de la Coordination et de la Planification.

Vice - président : Georges Panayiotopoulos, Secrétaire d'Etat du Commerce.

Membres : Nicolaos Karageorgos, Ministre Plénipotentiaire au Ministère des Affaires Etrangères.

Georges Lymberidis, Directeur Général au Ministère de la Coordination.

Petros Papadakis, Directeur Général au Ministère de la Coordination.

Athanase Andreopoulos, Directeur Général au Ministère du Commerce.

Georges Cournoutos, Directeur Général au Ministère de la Culture et des Sciences.

Petros Valdjs, Directeur Général au Ministère des Transports et Communications.

Charalambos Mitsotakis, Directeur Général au Ministère de l'Industrie.

Constantin Dragonas, Directeur Général au Ministère de l'Agriculture.

Constantin Economides, Conseiller Juridique au Ministère des Affaires Etrangères.

Georges Protonotarios, Conseiller Commercial à l'Ambassade de Grèce à Belgrade.

Elias Clis, Attaché d'Ambassade, Secrétaire de la Délégation.

Christos Macheritsas, Conseiller Spécial en matière de Droit International au Ministère des Affaires Etrangères.

Filotas Yannotas, Interprète.

Experts :

Georges Vlachos, Directeur au Ministère de Coordination.

Euripidés Katsiotis, Directeur au Ministère des finances.

Antonios Merkouris, Directeur au Ministère de Commerce.

Nicolaos Menidiatis, Directeur au Ministère des Transports et Communications.

Evangelos Livaditis, Directeur au Ministère des Travaux Publics.

Nikolaos Nikolopoulos, Directeur au Ministère des Transports et Communications.

Adamantios Frangopoulos, Directeur au Ministère de l'Agriculture.

Georges Papadimitriou, Directeur au Ministère de l'Industrie.

Evangelos Zacharopoulos, Directeur au Ministère de l'Agriculture.

Dimitrios Diamantopoulos, Chef de Section au Ministère des Finances.

Constantin Chadjipavlos, Chef de Section au Ministère des Finances.

Ioannis Karavalakis, Chef de Section au Ministère de l'Agriculture.

Panayotis Christodoulakis, Chef de Section au Ministère de Commerce.

ANNEXE I'

Georges Antonion, Ingénieur au Ministère des Transports et Communications.

Nicolaos Brellas, Directeur à l'Entreprise Publique d'Electricité.

Grigorios Pandelas, Directeur à l'Entreprise Publique d'Electricité.

Prof. Praxitelis Argyropoulos, du Service pour la Recherche Scientifique et le Développement.

Léonidas Christodimos, Directeur à la Banque de Grèce.

Elthynios Pyrlas, Directeur à l'Organisation Nationale de Tourisme.

Jean Lambros, Directeur à l'Organisme des Chemins de Fer Hellénique.

LISTE

ANNEXE II'

DE LA DELEGATION YUGOSLAVE

(ὡς εἰς τὴν ἐλληνικὴν ἀντιπροσωπείαν)

Président :

Svetozar Pepovski, Membre du Comité Exécutif Fédéral.

Vice - Président :

Ing. Alexander Drljaca, Secrétaire - Adjoint au Secrétariat Fédéral du Commerce Extérieur.

Membres :

Milan Horvat, Membre du Comité Exécutif de la R.S. Macédoine, Président du Conseil des Affaires Extérieures.

Henrik Toncic, Président Adjoint du Comité Fédéral de trafic et communications.

Otto Denes, Directeur Général Adjoint de l'Administration pour la coopération internationale, scientifique, éducative, culturelle et scientifique.

Ilijaz Hadziju, Membre du Comité Fédéral de l'Agriculture et Secrétaire de l'Agriculture, de la sylviculture et hydroéconomie de la Province socialiste autonome de Kosovo.

Jonan Hadzi-Pesic, Directeur Général Adjoint à la Banque Nationale Yougoslave.

Radoje Stefanovic, Directeur Général de l'entreprise «MINEL» et Président de la Section pour la Grèce à la Chambre Fédérale de l'Economie.

Milos Moraca, Conseiller Spécial du Service Juridique au Secrétariat aux Affaires Etrangères.

Dragan Nicolie, Directeur Adjoint au Secrétariat Fédéral du Commerce Extérieur.

Davor Sesardic, Conseiller Spécial au Comité Fédéral du Tourisme.

Mirko Baric, Conseiller, Chef de la Section pour la Grèce, Chypre etc. aux Affaires Etrangères.

Vladimir Jeremie, Conseiller à l'Ambassade de la RSFY à Athènes.

Trifun Vitosevic, Chef de la Représentation de la Chambre Economique Yougoslave à Athènes.

Dinka Veselinovic, Conseiller à la Chambre Fédérale de l'Economie.

Jerka Stojiljkovic, Secrétaire au Secrétariat Fédéral du Commerce Extérieur et Secrétaire de la Délégation.

Malina Stefanovska, Interprète.

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

τῆς 5ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Διυπουργικῆς Ἑλληνογιο-
γκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ Μικτὴ Διυπουργικὴ Ἑλληνογιογκοσλαβικὴ Ἐπι-
τροπὴ συνήλθε διὰ 5ην φορὰν ἐν Ἀθήναις ἀπὸ 26 ἕως 30
Μαΐου 1975.

Τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας προέβησαν ἡ Α.Ε. ὁ
Ἀναπληρωτὴς Ὑπουργὸς Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματι-
σμοῦ κ. Γεώργιος Μπουτῆς καὶ τῆς Γιουγκοσλαβικῆς τοιαύ-
της ἡ Α.Ε. κ. SVETOZAR PEPOVSKI μέλος τῆς Ὁμο-
σπονδιακῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Οἱ κατ'ἀλλοι τῶν μελῶν τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν περι-
λαμβάνονται εἰς τὰ ὑπ' ἀριθ. 1 καὶ 2 Παραρτήματα τοῦ
παρόντος Πρακτικοῦ.

Οἱ Πρόεδροι ἀμφοτέρων τῶν ἀντιπροσωπειῶν προέβησαν,
εὐθὺς ἐξ ἀρχῆς, εἰς ἀναλυτικὸν ἀπολογισμὸν ὧν τῶν πεπρα-
γμένων, ἅτινα ἔλαβον χώραν ἀπὸ τῆς τελευταίας Συνόδου τῆς
Μικτῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς, βάσει τῶν ληφθεῖσιν τό-
τε ἀποφάσεων καὶ συστάσεων.

Ἡ Διυπουργικὴ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασεν ἀκόλουθως διὰ τεσ-
σάρων Ὑποεπιτροπῶν καὶ εἰς ἐν ὁλομέλειαν συνεδριάσεις
ἅπαντα τὰ ζητήματα τὰ ὅποια ἀποτελοῦν ἀντικείμενον τῆς
ἡμερησίως διατάξεως καὶ ἤχθησαν εἰς τ' ἀκόλουθα συμπέρα-
σματα :

I. ΕΜΠΟΡΙΚΑΙ ΑΝΤΑΛΛΑΓΑΙ

Ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι αἱ ἀνταλλαγαὶ ἐμπορευμά-
των μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους
1974, δὲν ἀνῆλθον εἰς τὸ προβλεπόμενον διὰ τὴν ἐν λόγῳ
περίοδον ὕψος.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διετύπωσεν τὴν γνώμην, ὅτι τὸ ἐπιτευχθέν,
κατὰ τὴν προαναφερθεῖσαν περίοδον, ἐπίπεδον ἐμπορικῶν
ἀνταλλαγῶν δὲν ἀνταποκρίνεται εἰς τὰς προσφερομένας ὑπὸ
τῆς ἐπιταχυνομένης ἀναπτύξεως τῶν δύο χωρῶν δυνατότη-
τας καὶ διεπίστωσεν ὅτι εἶναι δυνατόν νὰ ἐνισχυθῇ ἔτι
περισσότερον τὸ ὕψος τοῦ ἐκατέρωθεν ἐμπορίου καὶ νὰ
διευρυνθῇ ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀνταλλακτικῶν προϊόντων, ἰδίᾳ
ὅσον ἀφορᾷ τὰ βιομηχανικὰ τοιαῦτα.

Ἐν προκειμένῳ ἡ Ἐπιτροπὴ ἔλαβεν, μεθ' ἱκανοποιή-
σεως, σημείωσιν τοῦ γεγονότος, ὅτι τὸ Ἐμπορικὸν Πρω-
τόκολλον διὰ τὸ ἔτος 1975, τὸ ὑπογραφέν τὴν 17ην Μαΐου
1975, προβλέπει συνολικὸν ὄγκον ἀνταλλαγῶν ὕψους περὶ
τὰ 150 ἑκατομ. δολλαρίων, ὅπερ ἀποτελεῖ κατάλληλον πλάι-
σιον διὰ τὴν διεύρυνσιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν
δύο χωρῶν.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐδρασίως συνθηκῶν σταθερότητος τῆς
ἀγορᾶς, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν ἐμποριοποίησιν τῶν ἀγο-
ρικῶν προϊόντων, ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνει χρήσιμον ὅπως αἱ
ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν ἐνθαρρύνουν ἐν τῷ πλαίσι-
ῳ τῶν ἐν ἰσχύϊ νομοθεσιῶν τῶν τὴν σύναψιν μακροπρόθεσμων
συμβολαίων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐπιχειρήσεων τῶν δύο
χωρῶν.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θεωρεῖ ὅτι θὰ ἦτο ἀναγκαῖον νὰ ἐνεργο-
ποιηθῇ περαιτέρω ἡ συνεργασία μεταξὺ τῶν Ἐμπορικῶν
Ἐπιμελητηρίων τῶν δύο χωρῶν, ἐπὶ τῷ σκοπῷ διευκολύν-
σεως τῶν ἐπαφῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐπιχειρή-
σεων καὶ τῆς ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς πληροφοριῶν εἰς τοὺς
οἰκονομικὸν καὶ ἐμπορικὸν τομεῖς, ὡς ἐπίσης καὶ διὰ νὰ
ἐνθαρρυνθῇ ἡ συμμετοχὴ ἐπιχειρήσεων τῶν δύο χωρῶν εἰς
ἐκθέσεις ὀργανοῦντας ὑπ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν.

Ἐξ ἄλλου ἡ Ἐπιτροπὴ ἠτήσατο, ὅπως τὸ θέμα τῶν ἀπ'
εὐθείας συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐκθέσεων τούτων ἐξετασθῇ
ὑπὸ τῶν ἀρμεδιῶν ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ γιογκοσλαβικὴ πλευρὰ ἤγειρεν τὸ θέμα τῆς ἀπαγο-
ρεύσεως τῶν εἰσαγωγῶν κρέατος εἰς Ἑλλάδα.

Ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ ἀπῆλθεν ὅτι λόγῳ τῶν ὑφισταμέ-
νων κατ' αὐτὰς ἐν τῇ ἑλληνικῇ ἀγορᾷ συνθηκῶν, ἡ εἰσαγωγὴ
κρέατος εἰς Ἑλλάδα ἀπγορεύθη βάσει γενικοῦ τινος μέτρου,
ἐφαρμοζομένου ἐναντι ἀπασῶν τῶν χωρῶν.

Ἡ γιογκοσλαβικὴ πλευρὰ ὑπεγράμμισεν τὴν σπουδαί-
τητα τῶν ἐξαγωγῶν κρέατος ἐπὶ τοῦ συνολικοῦ ὄγκου τῶν
ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ ἐξέφρα-
σεν τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως ἡ ἐν λόγῳ ἀπαγόρευσις ἀρθῇ ἐντὶς
τοῦ προσεχοῦς μέλλοντος.

Συνοριακὴ κυκλοφορία ἐμπορευμάτων.

Ἡ γιογκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεία προέτεινε νὰ ἐξε-
τασθῇ ἡ δυνατότης συνάψεως συμφωνίας ἐπὶ τῆς συνοριακῆς
κυκλοφορίας ἐμπορευμάτων, ἐκθέσασα ἐν προκειμένῳ τὰ
κατ' αὐτὴν πλεονεκτήματα, τὰ ὅποια θὰ ἐπαρουσίαζεν μίαν
τοιαύτην συμφωνία διὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς γενικῶς
καὶ διὰ τὴν συνοριακὴν περιοχὴν εἰδικώτερον.

Ἡ ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐξέθεσε τοὺς λόγους, οἱ
ὅποιοι ἐμποδίζουν τὴν ἑλληνικὴν πλευρὰν ἀπὸ τοῦ νὰ ἀπο-
δεχθῇ μίαν τοιαύτην ρύθμισιν.

Συμφωνία πρὸς ἀποφυγὴν διπλῆς φορολογίας.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ ὅπως αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο
χωρῶν ἐξετάσουν κατὰ πόσον ἐνδείκνυται καὶ συμφέρει ἀμοι-
βαίως ἐνδεχομένη σύναψις συμφωνίας πρὸς ἀποφυγὴν δι-
πλῆς φορολογίας.

II. ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ἡ βιομηχανικὴ συνεργασία
μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀπὸ τῆς τελευταίας συνόδου ἐση-
μείωσεν ποιάν τινα πρόοδον καὶ ὅτι ὑφίστανται αἱ δυνατό-
τητες μίᾳ πλέον σημαντικῆς ἀναπτύξεως.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐνημερώθη ἐπὶ τῶν συμπερασμάτων τῶν
ἐργασιῶν τῆς Ὑποεπιτροπῆς διὰ τὴν βιομηχανικὴν συνεργα-
σίαν, ἡ ὅποια συνήλθεν κατὰ Μαΐον 1975, ἐνέκρινε ταῦτα
ἐκτιμήσασα συγχρόνως τὴν δραστηριότητα τῶν ἀρμεδιῶν
ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν εἰς τὸν ἐν λόγῳ τομέα.

Τὰ δύο μέρη συνεφώνησαν ὅπως ὑπογραμμίσουν τὸ ἐνδια-
φέρον τῶν διὰ μίαν μακροπρόθεσμον βιομηχανικὴν συν-
εργασίαν, ἰδίᾳ εἰς τοὺς ἀκολουθοῦντες τομεῖς : ἠλεκτροοικο-
νομίας, μεταλλουργίας, βιομηχανικῶν κατασκευῶν, ἡλε-
κτρολογικῆς βιομηχανίας, ὑλικῶν τηλεπικοινωνιῶν, ναυ-
πηγήσεως, κατασκευῶν σιδηροδρομικοῦ ὑλικοῦ καὶ ὀχημά-
των, χημικῆς βιομηχανίας, βιομηχανίας τροφίμων, βιομη-
χανίας δερμάτος, πλαστικῶν σωλήνων καὶ κυτίων κονσερ-
βῶν.

Ἐλήφθη ὑπ' ὄψιν ἐπίσης ὅτι μίᾳ μακροπρόθεσμος συν-
εργασία μεταξὺ ἐταιρειῶν καὶ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν
τῶν δύο χωρῶν δύναται νὰ ἀποδώσῃ θετικὰ ἀποτελέσματα
εἰς τὸν τομέα τῆς ἐκτελέσεως ἐπενδυσιακῶν προγραμμάτων
(ἐνεργείας, βιομηχανίας, μεταφορᾶς ἡλεκτρικοῦ ρεύματος,
ἐκσυγχρονισμοῦ σιδηροδρόμων κλπ.).

Ἡ Ἐπιτροπὴ προτείνει εἰς τὰς ἀρμόδιαι ἀρχὰς τῶν δύο
χωρῶν ὅπως βοηθήσουν καὶ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀπ' εὐθείας
ἐπαφὴν τῶν Ἐταιρειῶν καὶ τῶν βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν
τῶν δύο χωρῶν, οἵτινες ἐνδιαφέρονται διὰ μίαν ἐν προκειμένῳ
μακροπρόθεσμον συνεργασίαν.

Προβλέπεται ὅτι μίᾳ τοιαύτῃ ἐπαφῇ θὰ ἐνθαρρυνθῇ ἰδιαι-
τέρως ὑπὸ τῆς δημιουργηθείσης ἐσχάτως, παρὰ τῇ Γενικῇ
Διευθύνσει Βιομηχανίας τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργείου Βιο-
μηχανίας, Διευθύνσεως ὡς καὶ ὑπὸ τοῦ ἀντιστοίχου τμή-
ματος τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλα-
βίας.

Ἡ πρόοδος καὶ ἡ ἀνάπτυξις τῆς βιομηχανικῆς συνεργα-
σίας τόσον ἐν Ἑλλάδι καὶ Γιουγκοσλαβίᾳ ὅσον καὶ ἐν ταῖς
ἀγοραῖς τῶν τρίτων χωρῶν, θὰ εἶναι τοιαύτης φύσεως, ὥστε
νὰ συμβάλλουν εἰς μίαν πλέον ἐπιτυχή ἀνάπτυξιν τῶν μακρο-
χρονίων οἰκονομικῶν σχέσεων τῶν δύο χωρῶν.

III. ΓΕΩΡΓΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῆς Γεωρ-
γίας κατὰ τὴν σύνοδον τῆς ἀρμεδίας Ὑποεπιτροπῆς, ἦτις
ἔλαβε χώραν προσφάτως ἐν Ἀθήναις, ἐξητάσθησαν προ-
σεκτικῶς ὅλαι αἱ ὑπάρχουσαι δυνατότητες διὰ τὴν ἀνά-
πτυξιν καὶ τὴν συνεργασίαν εἰς ἕκαστον κλάδον τῆς Γεωργίας.

Τὸ ὑπογραφέν Πρωτόκολλον προβλέπει τὰς ἀπὸ κοινοῦ ἀναγκαζέας δραστηριότητας εἰς τοὺς τομεῖς τῶν καλλιέργειων, τῆς κτηνοτροφίας καὶ τῶν δασῶν, τῆς γεωργικῆς ἐρεῦνης, τοῦ φυτοπαθολογικοῦ καὶ κτηνιατρικοῦ ἐλέγχου, τῆς βιομηχανικῆς ἐπεξεργασίας τῶν ἀγροτικῶν προϊόντων, τῶν ἐγγειοβελτιώσεων ὡς καὶ τῶν ἀγροτικῶν πιστώσεων.

Τὰ ἐξετασθέντα θέματα ἀντιμετωπίσθησαν εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις ἐν πνεύματι ἀμοιβαίας συνεργασίας, μὲ σκοπὸν τὴν ἐξυπηρέτησιν τῶν συμφερόντων τῶν καλλιεργητῶν καὶ τῶν ἀγροτικῶν οἰκονομιῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Τὰ δύο Μέρη καλοῦνται ὅπως ἐντείνουν τὰς προσπάθειάς των διὰ τὴν πραγματοποιήσιν τῶν ληφθεῖσων ἀποφάσεων.

IV. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΑΙ

1. Γενικά.

α) Διεπιστώθη ὅτι τὰ μεταφορικά προβλήματα μεταξύ τῶν δύο χωρῶν ρυθμίζονται κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικόν· ἀπόδειξις τοῦτου εἶναι ἡ ρύθμισις μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, ἡ ὑπογραφείσα ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975, διὰ τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης, ρύθμισις τῆς ὁποίας ἡ διαδικασία ἐπικυρώσεως εὐρίσκειται τὴν στιγμὴν αὐτὴν ἐν ἐξελίξει εἰς τὰς δύο Χώρας.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ ὅπως ἡ προαναφερθεῖσα διαδικασία ὁλοκληρωθῇ τὸ συντομώτερον ὥστε ἡ ρύθμισις αὕτη νὰ δυνηθῇ νὰ ἐπικυρωθῇ καὶ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐντὸς τῶν καλυτέρων προθεσμιῶν.

β) Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ προέτεινεν ὅπως ὁ ρόλος τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὰς ὁδικὰς μεταφοράς, τῆς προβλεπόμενης ὑπὸ τῆς ἐπὶ τούτῳ θέματος τούτου διμεροῦς Συμφωνίας, ἐπεκταθῇ διὰ τῆς συμμετοχῆς εἰς αὐτὴν ἀρμοδίων ἀντιπροσώπων τῶν ἄλλων κλάδων τῶν μεταφορῶν, ὡς καὶ ἀντιπροσώπων τῶν Ὑπουργείων Δημοσίων Ἔργων, διὰ τὴν μελέτην τῶν ζητημάτων κατασκευῆς καὶ συνδέσεως μεταξύ τῶν ὁδικῶν δικτύων τῶν δύο χωρῶν. Ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ ἐξετάσῃ ἐνδελεχῶς τὴν πρότασιν ταύτην.

2. Σιδηροδρομικαὶ μεταφοραί.

Ἐπὶ τοῦ θέματος τοῦτου ἡ συνεργασία μεταξύ τῶν σιδηροδρομικῶν δικτύων τῶν δύο χωρῶν εἶναι ἱκανοποιητικὴ. Δὲν μένει πλέον νὰ ρυθμισθῇ παρὰ ἡ ἀποδοχὴ τοῦ ἤδη ἐπεξεργασμένου σχεδίου συμφωνίας μεθοριακῆς σιδηροδρομικῆς ἐπικοινωνίας. Ἐξεφράσθη ἡ εὐχὴ ὅπως τὸ ζήτημα τοῦτο ρυθμισθῇ ταχέως.

3. Ὀδικαὶ μεταφοραί.

α) Διεπιστώθη ἐπίσης ὅτι εἰς αὐτὸν τὸν τομέα τὰ μέτρα, ἅτινα ἀμφοτέρωθεν ἐλήφθησαν, ἐξασφαλίζουν τὴν λειτουργίαν τοῦ συστήματος ὁδικῶν μεταφορῶν κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικόν.

Ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ διετύπωσε τὸ αἶτημα ὅπως ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐξετάσῃ τὸ ζήτημα τῆς μειώσεως τῶν ὁδικῶν φόρων, οἵτινες καταβάλλονται παρὰ τῶν ἑλλήνων μεταφορέων, τῶν διασχίζοντων τὸ γιουγκοσλαβικὸν ἔδαφος. Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ ἐξετάσῃ ἐνδελεχῶς τὴν πρότασιν ταύτην.

β) Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἔθεσεν ἐκ νέου τὸ ζήτημα τῆς ἰδρύσεως τακτικῶν λεωφορειακῶν γραμμῶν μεταξύ τῶν πόλεων: Ὀχρίς-Μοναστήριον (Βιτώλια) Φλώρινα-Θεσσαλονίκη, Σκόπια-Γευγελή-Θεσσαλονίκη, Βελιγράδι-Θεσσαλονίκη-Ἀθήναι, ζήτημα ὅπερ εἶχε συζητηθῇ κατὰ τὴν τελευταίαν σύνοδον τῆς μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὰς ὁδικὰς μεταφοράς καὶ τὸ ὅποσον θὰ ἠδύνατο νὰ συμβάλῃ εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ ἀνεκοίνωσεν ὅτι λόγῳ τοῦ μονομεροῦς καὶ ἐποχιακοῦ χαρακτήρος τῆς τουριστικῆς κινήσεως (ἀπὸ τὴν Γιουγκοσλαβίαν πρὸς τὴν Ἑλλάδα) οἱ Ἕλληνες μεταφορεῖς δὲν ἐνδιαφέρονται νὰ συμμετάσχουν εἰς τὴν ἐκμετάλλευσιν τοιούτων λεωφορειακῶν γραμμῶν. Ἐν τούτοις

ἐκρίθη σκόπιμον. Ὡς, εἰς πρῶτον σκεῖον προβλεφθῇ ἡ ἰδρύσις δοκιμαστικῆς μιᾶς λεωφορειακῆς γραμμῆς Βελιγράδιου-Ἀθηνῶν μὲ ἐνδιαμέτους σταθμούς, ἥτις θὰ συνέδεεν οὕτω τὰς δύο πρωτεύουσας, συμφώνως πρὸς ὅτι προβλέπεται ἐν τῇ ἐπὶ τοῦ θέματος τοῦτου Συμφωνίᾳ. Διὰ τὰς ἄλλας λεωφορειακὰς γραμμὰς ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ κρίνει ὅτι τὸ ζήτημα δεόν νὰ ἀναβληθῇ δι' εὐθεώτερον χρόνον, δι' ἣν περίπτωσιν, ἤθελον, ἐν τῷ μεταξύ, παρουσιασθῇ συνθήκαι εὐνοϊκώτεραι, δυνάμεναι νὰ ἐνδιαφέρουν τοὺς μεταφορεῖς τῶν δύο χωρῶν.

4. Τηλεπικοινωνιαί.

Τὰ ἀναφερόμενα εἰς αὐτὸν τὸν τομέα ζητήματα, ἅτινα εἶναι μικροτέρας σημασίας, ρυθμίζονται ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργείων τῶν δύο χωρῶν.

V. ΤΟΥΡΙΣΜΟΣ

(α) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξετίμησεν ὡς θετικὰς τὰς προσπάθειας τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-γιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ, τῆς αἱ ἐργασίαι ἔδωσαν μέχρι στιγμῆς ἱκανοποιητικὰ ἀποτελέσματα. Οὐχ' ἦττον ἐθεώρησεν ὅτι θὰ ἔδει νὰ καταβληθῶν πλείονες προσπάθειαι, ἵνα ἐπιτευχθῶν καλύτερα ἀποτελέσματα, δεδομένων τῶν εἰς αὐτὸν τὸν τομέα ὑπαρχουσῶν δυνατοτήτων, καὶ τοῦ κοινοῦ συμφέροντος τῶν δύο γειτονικῶν χωρῶν. Οὕτω θὰ ἔδει νὰ ἀναπτυχθῇ περαιτέρω ἡ ἀμοιβαία τουριστικὴ κίνησις, ἰδίᾳ διὰ τῆς βελτιώσεως τῶν συνθηκῶν ταξιδίου, διαμονῆς καὶ διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς τουριστικῶν πληροφοριῶν.

(β) Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπληροφόρησε τὴν γιουγκοσλαβικὴν ὅτι ἀπὸ ἐλληνικῆς πλευρᾶς ἐπὶ ἤλθεν ἡδη ἀπλοποιήσις τις τῶν διατυπώσεων ταξιδίου. Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ὑπεγράμμισε τὴν σημασίαν, ἣν θὰ εἶχε διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ μεταξύ τῶν δύο χωρῶν τουρισμοῦ ἡ ἀνάληψις συμπληρωματικῶν προσπαθειῶν, ἵνα ἀπλοποιηθῶν περαιτέρω αἱ διαδικασίαι αὗται, περιλαμβανομένης τῆς καταργήσεως τῶν θεωρήσεων διὰ τὰ ταξείδια μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ ἐγνώρισεν ὅτι θὰ διεβίβαζε τὴν εὐχὴν ταύτην εἰς τὰς ἀρμοδίας Ἑλληνικὰς Ἀρχάς, ὅτι, ἐν πάσῃ περιπτώσει, τὸ ζήτημα τοῦτο ἀποτελεῖ ἀντικείμενον παγίας νομοθεσίας ἐν Ἑλλάδι καὶ ὅτι ἡδη ἐγένοντο βελτιώσεις εἰς τὸν τομέα αὐτόν.

(γ) Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ εἰς τὰς ἀρμοδίας διὰ τὸν τουρισμὸν Ὀργανώσεις τῶν δύο χωρῶν, ὅπως λάβουν τὰ δεόντα μέτρα πρὸς βελτίωσιν τῆς διαφημίσεως καὶ τῶν πληροφοριῶν ἐπὶ τοῦ τουρισμοῦ.

(δ) Τὰ δύο Μέρη ἔκριναν ὅτι ἡ συνεργασία μεταξύ τῶν βαλκανικῶν χωρῶν ἐν τῷ πλαίσίῳ τῶν Διασκέψεων τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν τοῦ Τουρισμοῦ τῶν Βαλκανικῶν Χωρῶν ὑπῆρξε θετικὴ ὑπέδειξαν ἐπίσης τὴν ἀνάγκην νὰ ἀναπτυχθῇ ἐτι πλέον αὕτη ἡ συνεργασία. Ὑπεγράμμισαν ἐξ ἄλλου τὴν ἀνάγκην μιᾶς στενότερας συνεργασίας μεταξύ τῶν δύο χωρῶν ἐπ' ἀμοιβαίᾳ ὠφελείᾳ τούτων, ὡς καὶ ἐν τῷ πλαίσίῳ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Τουρισμοῦ, ἥτις μόλις ἰδρύθη, καὶ τῶν ἄλλων Διεθνῶν Ὀργανώσεων εἰς τὸν τομέα τοῦ Τουρισμοῦ.

VI. ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΗ

1. Συνεργασία εἰς τὸν πολιτιστικὸν τομέα.

Τὰ δύο Μέρη διεπίστωσαν μετ' ἱκανοποιήσεως τὴν ἀνάεωσιν τῆς συνεργασίας μεταξύ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γιουγκοσλαβίας εἰς τὸν τομέα τοῦτον, ἐν συνεχείᾳ καὶ ἐν τῷ πλαίσίῳ τοῦ προγράμματος τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ὑπογραφέντος ἐν Ἀθήναις τὴν 17ην Δεκεμβρίου 1974 πρακτικοῦ.

Συναφῶς, συνεφωνήθη ὅτι θὰ ἔδει ὅπως, διὰ κοινῆς προσπάθειας, διευρυνθῇ κατὰ τὸ πλεῖστον δυνατὸν τὸ πλαίσιον τῆς μορφωτικῆς συνεργασίας μεταξύ τῶν δύο χωρῶν διὰ τῆς ἐπιταχύνσεως τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ σχετικοῦ προγράμματος καὶ τῆς δραστηριοποιήσεως τῶν ἡδη ἐν ἐνεργείᾳ μορφωτικῶν ἀνταλλαγῶν ἐν ὧσι ἐνισχύσεως τῶν δεσμῶν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

Τὰ δύο μέρη, ἐξ ἑλλου, διαπίστωσαν τὴν ἀνάγκη νὰ θέσουν εἰς ἐπαρὴν τὰς ἀρμοδίας ὑπηρεσίας τῶν δύο χωρῶν, τὰς ἐπιφορτισμένους μετὰ τὸν συντονισμόν τῶν εἰδικευμένων ὁργανισμῶν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διαφόρων ἐκδηλώσεων τῶν προβλεπόμενων εἰς τὸ πρόγραμμα συνεργασίας εἰς τὸν μορφωτικὸν τομέα, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ρυθμισθοῦν κατὰ τρόπον ἀποτελεσματικὸν καὶ λεπτομερῆ τὰ σχετικὰ μετὰ τὰς ἐκδηλώσεις ταύτας τεχνικὰ καὶ διοικητικὰ θέματα.

2. Συνεργασία εἰς τὸν τομέα τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς τεχνολογίας.

Τὰ δύο Μέρη ἐπεβεβαίωσαν τὰς δυνατότητας ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ τὰ προκύπτοντα ἐξ αὐτῆς ὠφέλη. Ἐξεδήλωσαν τὴν πρόθεσιν των νὰ καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ὁδηγηθῶν εἰς ἐνεργὸν ἀνταλλαγὴν ἐπιστημονικοῦ καὶ τεχνικοῦ προσωπικοῦ ὡς καὶ εἰδικῶν τῶν κέντρων Ἑρευνῶν, μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἐν ὅψει μελλοντικῆς συνεργασίας εἰς συγκεκριμένους τομεῖς.

Τὰ δύο Μέρη, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως διευκολύνουν τὴν συνεργασίαν ταύτην, ἀπεφάσισαν νὰ δημιουργήσουν μίαν μικτὴν ομάδα ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, τῆς ὁποίας ἡ πρώτη συνεδρίασις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βελιγραδίῳ τὸν Ὀκτώβριον 1975 ἐνθα θὰ καταρτισθῇ λεπτομερὲς πρόγραμμα μελλοντικῆς ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας. Τὰ δύο μέρη προτίθενται ἐπίσης νὰ ὁργανώσουν «Ἡμέρας τῆς Ἐπιστήμης καὶ τῆς Τεχνικῆς» ἀμφοτέρωθεν ἐν Ἀθήναις καὶ Βελιγραδίῳ ἀνὰ διετίαν ἢ τριετίαν.

Ἐξ ἑλλου εἰς ἀπάντησιν τῆς γιουγκοσλαβικῆς προτάσεως τῆς ὑποβληθείσης κατὰ τὴν τετάρτην σύνοδον τῆς Μικτῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ ἐλληνικὴ πλευρὰ ἐπαρουσίασε σχέδιον ἀνταλλαγῆς ἀκαδημαϊκῶν, καθηγητῶν Πανεπιστημίων καὶ ἄλλων εἰδικευμένων ἐπιστημόνων, ὡς καὶ ἀντιπρόσωπον συγκεκριμένου σχεδίου συνεργασίας εἰς ἐπιστημονικοὺς καὶ τεχνικοὺς τομεῖς.

Τέλος, ὁρίσθη ὅτι ἀρμόδιοι ὁργανισμοὶ διὰ τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τοῦτον εἶναι ἀντιστοίχως ἡ Ὑπηρεσία Ἐπιστημονικῆς Ἑρευνῆς καὶ Ἀναπτύξεως τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν διὰ τὴν Ἑλλάδα, καὶ ἡ Ὁμοσπονδικὴ Διοίκησις διὰ τὴν Διεθνῆ Ἐπιστημονικὴν, Ἐκπαιδευτικὴν, Μορφωτικὴν καὶ Τεχνικὴν Συνεργασίαν διὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν.

VII. ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΕΙΣ ΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΩΝ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΩΝ ΑΝΑΠΤΥΞΕΩΣ

Διαπιστώθη ὅτι ἡ συνεργασία εἰς τὸν τομέα τῆς ἐφαρμογῆς προγραμμάτων ἀναπτύξεως προωθήθη κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικὸν μέχρις ἐδῶ καὶ μετὰ σαφῆ τάσιν μεταγενεστέρως διευρύνσεως τῶν σχετικῶν δραστηριοτήτων.

1. Συνεργασία εἰς τὸν τομέα τῆς ὑδροοικονομίας.

Εἰς τὸν τομέα τοῦτον, ὅφ' ἑνὸς μὲν τὸ πρόγραμμα ἀναπτύξεως τοῦ ποταμοῦ Ἀξιῶ (VARDAR) ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὡς καὶ τὰ κοινὰ προγράμματα ἁλιείας, προώδευσαν σημαντικῶς καί, ὅφ' ἑτέρου κατέστη δυνατὴ ἡ πραγματοποιήσις τῆς προπαρασκευαστικῆς μελέτης ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀναγκαίων ἔργων διὰ τὴν μελέτην τῆς πλωτῆς ὁδοῦ ἀπὸ τὸν κόλπον Θεσσαλονίκης πρὸς τὸν Δούναβιν καὶ τὴν Κεντρικὴν Εὐρώπην. Οὕτως :

(α) Πρόγραμμα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν (U.N.D.P.)

Αἱ κατὰ τὸ παρελθὸν ἔτος ἀναφθεῖσαι δυσκολίαι ὑπερπηδήθησαν ἐπιτυχῶς οὕτως, ὥστε τὸ πρόγραμμα τοῦτο εἰσῆλθεν ἤδη τὴν στιγμὴν αὐτὴν εἰς τὴν δευτέραν φάσιν του ἀπὸ τεχνικῆς ἀπόψεως καὶ εἶναι μάλιστα δυνατόν νὰ προβλεφθῇ ἡ πλήρης ἐνεργοποίησις του ἀπὸ τοῦ προσεχοῦς Σεπτεμβρίου. Τὸ ζήτημα τοῦτο συνεζητήθη κατὰ τρόπον χρήσιμον κατὰ τὴν ἐν Θεσσαλονικίᾳ σύνοδον τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ὡς ἄνω Προγράμματος τὸν παρελθόντα Μάρτιον, καὶ ἦν ἐπλήρως συμφωνία εἰς ὅλα τὰ ἐπὶ μέρους προβλήματα.

(β) Πλωτὴ ὁδὸς κόλπου Θεσσαλονίκης - Δουναβέως.

Ἐν συνεχείᾳ τῆς ληφθείσης ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν ἀποφάσεως νὰ προχωρήσουν εἰς συμπληρωματικὰς μελέτας εἰς

τὸν τομέα τοῦτον μετὰ τὴν βοήθειαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ἐλληνικὴ πλευρὰ παρέδωκεν εἰς τὰς ἀρμοδίας γιουγκοσλαβικὰς ἀρχὰς τὸν παρελθόντα Ἀπρίλιον ἔν σχέδιον κοινῆς αἰτήσεως πρὸς τὰ Ἡνωμένα Ἐθνη. Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐδήλωσεν ὅτι πρόκειται νὰ ὁλοκληρώσῃ τὴν ἐξέτασιν αὐτοῦ τοῦ σχεδίου καὶ ὅτι τὰ σχόλια τῆς θὰ διαβασθοῦν εἰς τὴν ἐλληνικὴν πλευρὰν ἐγκαίρως, ὥστε μία κοινὴ συνάντησις τῶν ἐμπειρογνομόνων τῶν δύο χωρῶν νὰ δυνηθῇ νὰ λάβῃ χώραν ἐντὸς τοῦ δευτέρου δεκαπενθημέρου τοῦ Ἰουνίου ἐπὶ σκοπῷ συντάξεως τοῦ ὁριστικοῦ κειμένου τῆς κοινῆς αἰτήσεως.

(γ) Προγράμματα ἁλιείας.

Ἡ ἐκτέλεσις τῶν προγραμμάτων ἐμπλουτισμοῦ καὶ ἐλέγχου τοῦ ἁλιευτικοῦ πλοῦτος τῶν λιμνῶν Πρέσπας καὶ Δοϊράνης συνεχίζεται κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικὸν καὶ χωρὶς νὰ παρουσιάζωνται ἰδιαίτερα προβλήματα. Ἀλλωστε εἰς τὴν περίπτωσιν ἀναφύονται τοιαῦτα, ἡ ἀρμοδία Μικτὴ Ὑποεπιτροπὴ τὰ ἀντιμετωπίζει τακτικῶς.

(δ) Ἐτησίᾳ σύνοδος τῆς μονίμου Ἐπιτροπῆς ὑδροοικονομίας.

Ἡ ἡμερομηνία καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις αὐτῆς τῆς συνόδου θὰ καθορισθοῦν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ. Ἐν τούτοις, ἐκρίθη σκόπιμον, ὥπως ἡ προαναφερθεῖσα συνάντησις ἐμπειρογνομόνων ἐπὶ τῆς πλωτῆς ὁδοῦ λάβῃ χώραν προηγουμένως εἰς τρόπον, ὥστε νὰ εἶναι δυνατόν νὰ συμπεριληφθῇ εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς συνόδου τῆς μονίμου Ἐπιτροπῆς τὸ ζήτημα τῶν διατυπώσεων καὶ τῶν μεταγενεστέρων διαβημάτων παρὰ τῷ προγράμματι ἀναπτύξεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν (U.N.D.P.).

2. Συνεργασία εἰς τὸν τομέα τῆς ἡλεκτρικῆς ἐνεργείας.

Τὰ δύο Μέρη ἐξέφρασαν τὴν πλήρη ἱκανοποίησιν των διὰ τὴν ἀξιόλογον καὶ ταχεῖαν πρόδοον, ἥτις ἐπετεύχθη μέχρι στιγμῆς εἰς αὐτὸν τὸν τομέα.

Ἡ συνεργασία αὐτὴ θὰ ἐντατικοποιηθῇ ἔτι πλέον εἰς τὸ μέλλον χάρις εἰς τὴν ὑπὸ κατασκευὴν νέαν ἡλεκτρικὴν διασύνδεσιν τῶν δύο ἡλεκτρικῶν συστημάτων ὑπὸ τάσιν 400 KW καὶ τῆς ὁποίας ἡ λειτουργία προβλέπεται διὰ τὸ τέλος τοῦ 1976 συμφώνως ἄλλωστε πρὸς τὰς ἀρχικὰς προβλέψεις.

3. Σεισμολογία.

Ἡ πρώτη φάσις τοῦ σχεδίου τούτου, εἰς τὸ ὁποῖον μετέχουν αἱ βαλκανικαὶ χώραι, ὠλοκληρώθη τὸν Νοέμβριον 1974 καὶ ἀπεφασίσθη ὥπως τοῦτο παραταθῇ διὰ δευτέρας φάσεως διαρκείας τριῶν ἐτῶν, εἰς τρόπον ὥστε νὰ δυνηθῇ νὰ ἀκολουθήσῃ ἡ ἐγκατάστασις ἐνὸς σεισμολογικοῦ δικτύου, καλύπτοντος τὸν βαλκανικὸν χώρον.

4. Πετρελαιοαγωγός.

Τὰ δύο Μέρη, εἶναι κατ' ἀρχήν, σύμφωνα νὰ προχωρήσουν εἰς τὴν κατασκευὴν ἐνὸς πετρελαιοαγωγοῦ μεταξὺ τοῦ κόλπου Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ γιουγκοσλαβικοῦ ἐδάφους. Ἡ ἐλληνικὴ πλευρὰ θὰ ἐξετάσῃ τὸ συντομώτερον δυνατόν τὴν προκαταρκτικὴν μελέτην ἐπ' αὐτοῦ τοῦ σχεδίου, ἥτις ὑπεβλήθη ἤδη εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς. Μία μικτὴ ὁμὰς ἐμπειρογνομόνων θὰ ἰδρυθῇ διὰ νὰ ἐξετάσῃ ἐντὸς τοῦ μηνὸς Ἰουλίου 1975, εἰς Ἀθήνας ὅλας τὰς τεχνικὰς καὶ οἰκονομικὰς πλευρὰς τοῦ σχεδίου οὗτως, ὥστε νὰ δυνηθῶν αἱ δύο κυβερνήσεις ἀκολουθῶς νὰ προχωρήσουν εἰς τὴν σύναψιν μιᾶς συμφωνίας ἱκανοποιητικῆς διὰ τὰς δύο χώρας.

Ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς προτάσεως διὰ τὸ ἔργον τοῦ πετρελαιοαγωγοῦ, ἐθεωρήθη χρήσιμον, νὰ ἐξετασθῇ ταύτοχρόνως καὶ ἡ δυνατότης ἐπεκτάσεως τοῦ αἰγωγοῦ (φυσικοῦ) ἀερίου ἐκ τῶν βορείων περιοχῶν τῆς Γιουγκοσλαβίας πρὸς τὸ ἐλληνικὸν ἔδαφος.

5. Συνεργασία εἰς τὸ διεθνὲς πεδίον.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν πολυαριθμῶν δυνατοτήτων κοινῆς ἐνεργείας, αἱ ὁποῖαι προσφέρονται εἰς τὰς δύο χώρας ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ Ο.Η.Ε., τοῦ Ο.Ο.Σ.Α καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν, κρίνεται χρήσιμος καὶ εὐκταία ἡ δυ-

νατότης ἐδραιώσεως εἰς τὸ μέλλον, ἔτι στενωτέρας συνεργασίας μεταξύ τῶν δύο πλευρῶν, ὡς ἐπίσης καὶ ἡ ἀπὸ κοινοῦ προετοιμασία θεμάτων ἀμοιβαίου ἐνδιαφέροντος ἢ κοινῶν ἔργων τῶν δύο χωρῶν, μὲ σκοπὸν νὰ ἐπιτευχθῶν διὰ τῆς ἐναρμονίσεως καὶ τοῦ συντονισμοῦ τῶν θέσεων ἢ διὰ κοινῶν προτάσεων, ἔτι καλύτερα ἀποτελέσματα πρὸς ἀμοιβαῖον συμφέρον.

VIII. ΔΙΑΦΟΡΑ

Κατὰ τὴν ἐνδιάμεσον τῶν συνόδων περίοδον οἱ πρόεδροι ἢ οἱ ἀντιπρόεδροι δύνανται νὰ συναντῶνται, πρωτοβουλία ἐκατέρας τῶν πλευρῶν, ἐπὶ σκοπῷ ἐξετάσεως ζητημάτων ἀναγομένων εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ ὅπως αἱ δύο πλευραὶ συνεχίσουν τὰς προσπάθειάς των διὰ τὴν ρύθμισιν τοῦ θέματος τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων.

Ἡ μεταξύ τῶν δύο πλευρῶν ἐπικοινωνία διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρακτικοῦ θὰ γίνεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι εἶναι ἰδιαίτερος ἱκανοποιημένα ἐκ τοῦ κλίματος κατανοήσεως καὶ στενῆς συνεργασίας ἐντὸς τοῦ ὁποῖου διεξήχθησαν αἱ συνομιλίες των.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τὴν 30ὴν Μαΐου 1975 εἰς δύο πρωτότυπα κείμενα εἰς τὴν γαλλικὴν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
ΙΩΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς
Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς
Γιουγκοσλαβίας
ΣΒΕΤΟΖΑΡ ΠΕΠΟΦΣΚΙ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι'

ΠΙΝΑΞ

Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας.

Πρόεδρος :

Ἰωάννης Μπούτος, Ὑπουργὸς Ἀναπληρωτῆς Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ.

Ἀντιπρόεδρος :

Γεώργιος Παναγιωτόπουλος, Ὑφυπουργὸς Ἐμπορίου.

Μέλη :

Νικόλαος Καραγεώργος, Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

Γεώργιος Λυμπερίδης, Γενικὸς Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Συντονισμοῦ.

Πέτρος Παπαδάκης, Γενικὸς Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Συντονισμοῦ.

Ἀθανάσιος Ἀνδρέοπουλος, Γενικὸς Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐμπορίου.

Γεώργιος Κουρνούτος, Γενικὸς Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

Πέτρος Βαλτζής, Γενικὸς Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν.

Χαράλαμπος Μητσοτάκης, Γενικὸς Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Βιομηχανίας.

Κωνσταντῖνος Δραγῶνας, Γενικὸς Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Γεωργίας.

Κωνσταντῖνος Οἰκονομίδης, Νομικὸς Σύμβουλος παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

Γεώργιος Πρωτονοτάρης, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος παρὰ τῇ Ἑλληνικῇ Πρεσβείᾳ ἐν Βελιγραδίῳ.

Χρήστος Μαχαιρίτσας, Εἰδικὸς Σύμβουλος ἐπὶ θεμάτων Διευθνοῦς Δικαίου παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

Ἡλίας Κλῆς, Ἀκόλουθος Πρεσβείας, Γραμματεὺς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Φιλώτας Γιαννῶτας, Μεταφραστής.

Ἐμπειρογνώμονες :

Γεώργιος Βλάχος, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Συντονισμοῦ.

Εὐριπίδης Κατσιώτης, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

Ἀντώνιος Μερκούρης, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐμπορίου.

Νικόλαος Μενιδιάτης, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν.

Εὐάγγελος Λειβαδίτης, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Δημοσίων ἔργων.

Νικόλαος Νικολόπουλος, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν.

Ἀδαμάντιος Φραγκόπουλος, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Γεωργίας.

Γεώργιος Παπαδημητρίου, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Βιομηχανίας.

Εὐάγγελος Ζαχαρόπουλος, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Γεωργίας.

Δημήτριος Διαμαντόπουλος, Τμηματάρχης παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

Κωνσταντῖνος Χατζηπαῦλος, Τμηματάρχης παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

Ἰωάννης Καραβαλάκης, Τμηματάρχης παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Γεωργίας.

Παναγιώτης Χριστοδουλάκης, Τμηματάρχης παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐμπορίου.

Γεώργιος Ἀντωνίου, Μηχανικὸς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν.

Νικόλαος Μπρέλλας, Διευθυντὴς παρὰ τῇ Δημοσίᾳ Ἐπιχειρήσει Ἡλεκτρισμοῦ.

Γρηγόριος Πανδέλας, Διευθυντὴς παρὰ τῇ Δημοσίᾳ Ἐπιχειρήσει Ἡλεκτρισμοῦ.

Καθηγητὴς

Πραξιτέλης Ἀργυρόπουλος τῆς Ὑπηρεσίας Ἐπιστημονικῆς Ἑρευνῆς καὶ Ἀναπτύξεως.

Εὐθύμιος Πύρλας, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ἑλληνικῷ Ὁργανισμῷ Τουρισμοῦ.

Λεωνίδας Χριστοδῆμος, Ὑποδιευθυντὴς παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Ἑλλάδος.

Ἰωάννης Λάμπρος, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὁργανισμῷ Σιδηροδρόμων Ἑλλάδος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ'

ΠΙΝΑΞ

Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας.

Πρόεδρος :

SVETOZAR PEPOVSKI, Μέλος τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἀντιπρόεδρος :

ALEXANDAR DRLJACA, Ἀναπληρωτῆς Ὁμοσπονδιακὸς Ὑπουργὸς Ἐξωτ. Ἐμπορίου.

Μέλη :

MILAN HORVAT, Μέλος τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Μακεδονίας, Πρόεδρος τοῦ Συμβουλίου διὰ τὰς Ἐξωτερικὰς Ὑποθέσεις.

HENRIK TONCIC, Ἀναπληρωτῆς Πρόεδρος τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Ἐπιτροπῆς Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν.

OTTO DENES, Ἀναπληρωτῆς Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Γραφείου διὰ τὴν διεθνῇ ἐπιστημονικὴν, τεχνικὴν, μορφωτικὴν καὶ ἐκπαιδευτικὴν συνεργασίαν.

ILIJAZ HADZIJU, Μέλος τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν Γεωργίαν καὶ Ὑπουργὸς Γεωργίας, Δασῶν καὶ Ὑδροοικονομίας τῆς Αὐτονομίου Σοσιαλιστικῆς Ἐπαρχίας τοῦ Κοσόβου.

JONAN HADZI - PESIC, Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Δ/ντῆς τῆς Ἐθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Γιουγκοσλαβίας.

RADÓJE STEFANOVIC, Γενικὸς Δ/ντῆς τῆς Ἐπιχειρήσεως «MINEL» καὶ Πρόεδρος τοῦ Ἑλληνικοῦ Τμήματος εἰς τὸ Ὁμοσπονδιακὸν Οἰκονομικὸν Ἐπιμελητήριον.

MILOS MORACA, Εἰδικὸς Σύμβουλος τῆς Νομικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

DRAGAN NICOLIC, Ἀναπληρωτὴς Δ/ντῆς Τμήματος παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτ. Ἐμπορίου.

DAVOR SESARDIC, Εἰδικὸς Σύμβουλος εἰς τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Ἐπιτροπὴν Τουρισμοῦ.

MIRKO BARIC, Σύμβουλος παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν, Δ/ντῆς Τμήματος Ἑλλάδος, Κύπρου κλπ.

VLADIMIR JEREMIC, Οἰκονομικὸς Σύμβουλος εἰς τὴν ἐν Ἀθήναις Πρεσβεῖαν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

TRIFUN VITOSEVIC, Ἐκπρόσωπος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἐν Ἀθήναις.

DINKA VESELINOVIC, Σύμβουλος παρὰ τῷ Ὁμοσπονδιακῷ Οἰκονομικῷ Ἐπιμελητηρίῳ.

JERKA STOJILJKOVIC, Γραμματεὺς εἰς τὸ Ὁμοσπονδιακὸν Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου καὶ Γραμματεὺς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

MALINA STEFANOVSKA, Διερμηνεύς.

RPOCES - VERBAL

De la réunion prévue par la section VII point 4 du Procès-verbal de la 5ème réunion de la Commission Interministérielle Gréco-yougoslave signée à Athènes le 30 mai 1975.

En application de la disposition précitée, une réunion a eu lieu à Athènes, du 28 juillet au 1er août 1975, à laquelle ont participé :

du côté hellénique :

Président : M. Georges Lymbéridis, Directeur Général du Ministère de la Coordination et de la Planification,

Membres : M. Othon Carytsinos, Inspecteur des Travaux Publics, Conseiller du Ministre des Travaux Publics.

M. Constantin Economides, Conseiller Spécial près le Ministère des Affaires Etrangères.

M. Ioannis Ypsilantis, Directeur du Ministère des Transports et Communications

M. Ioannis Léondaritis, Ingénieur du Ministère des Travaux Publics.

M. Ioannis Azarias, Attaché d'Ambassade, du Ministère des Affaires Etrangères.

N. Nicolas Brellas, Directeur d'Exploitation de la DEH.

M. Grigorios Pantelas, Sous Directeur d'Etudes de Constructions de l'Entreprise Publique d'Electricité (DEH).

Interprète : M. Philotas Yiannotas.

du côté yougoslave :

Président : M. Mito Markovski, Sous-Secrétaire au Secrétariat de l'Industrie et du Commerce de la République Socialiste Macédoine.

Membres : M. Zelimir Grnogorac, Conseiller pour l'énergie au Comité Fédéral pour l'Industrie et l'Industrie et l'énergie. M. Angel Arsov, Directeur Général de l'entreprise «OHIS» Skopje.

M. Nicola Ivanovski, Conseiller du Directeur Général de l'entreprise (OHIS).

M. Dragisa Bozinovski, Directeur Général Adjoint pour les affaires techniques de l'entreprise «il OCTOMVRI»-Numanovo.

M. Vladimir Kerecki, Attaché à l'Ambassade de la RSF de Yougoslavie à Athènes.

Interprètes : Mme Marika Vitlarska, Interprète pour la langue anglaise.

M. Niko Dukas, Interprète pour la langue grecque.

Au cours de cette réunion, les deux délégations ont abouti aux conclusions suivantes.

Pour la mise en application de la décision prise par la Commission interministérielle lors de la 5ème session au sujet de la construction d'un oléoduc entre le golfe de Thessaloniki et le territoire yougoslave, les deux délégations se sont tout d'abord mises d'accord sur certains principes de base, à savoir :

a) L'oléoduc à construire entre les deux pays comprendra deux sections distinctes l'une grecque et l'autre yougoslave, qui feront partie des réseaux nationaux d'oléoducs respectifs des deux pays. Cette première liaison entre les deux réseaux d'oléoducs pourra être amplifiée par la suite.

b) Chaque Partie sera responsable de toutes les opérations nécessaires, y compris le financement, à l'exploitation de l'oléoduc (études définitives, constructions, etc.) relatives à la section située sur son territoire.

c) L'exploitation de l'oléoduc sera assumée séparément par une entreprise grecque et une entreprise yougoslave qui seront désignées ultérieurement par les deux Parties respectivement, le pétrole étant livré par l'entreprise hellénique à l'entreprise Yougoslave à la frontière entre les deux pays.

d) La Partie hellénique désignera le point de départ de sa section d'oléoduc et la Partie yougoslave le point terminal de la sienne. La partie hellénique a déjà choisi comme point de départ la région de Korynos (Katérini) et la partie yougoslave en a pris acte.

Le point de jonction à la frontière sera désigné par les deux Parties compte tenu des données de l'étude préliminaire.

Les travaux techniques au point de départ, au point terminal et le long de l'oléoduc seront conçus et exécutés de façon à faciliter le fonctionnement des deux exploitations distinctes prévues à l'alinéa (c) ci-dessus et en particulier de façon à permettre la livraison des quantités de pétrole fixées à la frontière.

e) La capacité de l'oléoduc devra atteindre, en trois phases, un tonnage allant de 3.000.000. à 5.000.000 de tonnes et éventuellement jusqu'à 8.000.000 de tonnes par an. L'oléoduc sera desservi par des pétroliers d'un tonnage maximum de 150.000 tonnes.

Ensuite, les deux délégations ont précisé les diverses opérations nécessaires pour la réalisation du projet en question, à savoir :

a) Etude préliminaire

b) Contrat à conclure entre les entreprises désignées par les deux Parties.

c) Etude définitive et adjudications

d) Constructions

e) Exploitations

Les deux délégations se sont mises d'accord pour constituer le plus tôt possible un groupe de travail, composé de techniciens et experts des deux pays, qui sera chargé de l'élaboration de l'étude préliminaire (notamment, tracé de l'itinéraire de l'oléoduc ouvrages à construire, coût du projet, etc) à un degré tel qui permettrait la signature du contrat prévu à l'alinéa (b) ci-dessus. Ce groupe tiendra sa première réunion en septembre 1975 et devra achever son travail jusqu'au 15 mars 1976.

Par ailleurs, les dates suivantes ont été retenues pour l'exécution des autres opérations précitées relatives au projet : Contrat à conclure, jusqu'au mai 1976, études définitives et adjudications, jusqu'en janvier 1977; constructions jusqu'au printemps 1979.

Il a été convenu que tous les délais précités ont un caractère indicatif d'orientation mais les deux délégations ont formulé le vœu que tous les efforts soient déployés pour que ces délais puissent être respectés et même, si possible, raccourcis.

Enfin, les deux délégations sont convenues qu'une nouvelle rencontre entre elles ait lieu à Belgrade dans un délai d'environ trois mois afin de contrôler le progrès qui sera accompli jusqu'alors et d'examiner éventuellement toute autre question se rapportant au projet.

Les deux délégations ont exprimé leur satisfaction du climat très cordial et constructif dans lequel se sont déroulées les conversations,

Fait à Athènes, le 1er août 1975, en deux exemplaires originaux en langue française,

Le Chef de la Délégation Hellénique
Georges Lymbéridis

Le Chef de la Délégation
Yougoslave
MITO MARKOVSKI

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

τῆς συναντήσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ 7ου Τμήματος, σημείου 4, τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 5ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Διυπουργικῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς, τοῦ ὑπογραφέντος ἐν Ἀθήναις τὴν 30ὴν Μαΐου 1975.

Εἰς ἐφαρμογὴν τῆς ὡς ἄνω διατάξεως ἔλαβε χώραν ἀπὸ τῆς 28ης Ἰουλίου μέχρι τῆς 1ης Αὐγούστου, συνάντησις, εἰς ἣν μετέσχον :

Ἀπὸ Ἑλληνικῆς Πλευρᾶς :

Πρόεδρος :

κ. Γεώργιος Λυμπερίδης, Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ.

Μέλη :

κ. Ὅθων Καρυτσινός, Ἐπιθεωρητὴς παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Δημοσίων Ἔργων, Σύμβουλος Ὑπουργοῦ Δημοσίων Ἔργων.

κ. Κωνσταντῖνος Οἰκονομίδης, Εἰδικὸς Σύμβουλος παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐξωτερικῶν.

κ. Ἰωάννης Ὑψηλάντης, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν.

κ. Ἰωάννης Λεονταρίτης, Μηχανικὸς παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Δημοσίων Ἔργων.

κ. Ἰωάννης Ἀζαρίας, Ἀκόλουθος Πρεσβείας, παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐξωτερικῶν.

κ. Νικόλαος Μρέλλας, Διευθυντὴς, Ἐκμεταλλεύσεως παρὰ τῇ ΔΕΗ.

κ. Γρηγόριος Παντελᾶς, Ὑποδιευθυντὴς Μελετῶν Κατασκευῶν παρὰ τῇ Δημοσίᾳ Ἐπιχειρήσει Ἡλεκτρισμοῦ (ΔΕΗ).

Μεταφραστὴς :

κ. Φιλώτας Γιαννῶτας.

Ἀπὸ Γιουγκοσλαβικῆς Πλευρᾶς :

Πρόεδρος :

κ. MITO MARKOVSKI, Ὑφυπουργὸς Βιομηχανίας καὶ Ἐμπορίου τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Μακεδονίας.

Μέλη :

κ. ZELIMIR GRNOGARAC, Σύμβουλος Ἐνεργητικῆς παρὰ τῇ Ὁμοσπονδιακῇ Ἐπιτροπῇ διὰ τὴν Βιομηχανίαν καὶ τὴν Ἐνεργητικὴν.

κ. ANGEL ARSOV, Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ἐπιχειρήσεως «OHIS» Σκοπίων.

κ. NIKOLA IVANOVSKI, Σύμβουλος Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς ἐπιχειρήσεως «OHIS».

κ. DRAGISA BOZINOVSKI, Βοηθὸς Γενικοῦ Διευθυντοῦ διὰ τὰς τεχνικὰς ὑποθέσεις τῆς ἐπιχειρήσεως «Π OCTOMVRI», Νουμάνοβο.

κ. VLADIMIR KERECKI, Ἀκόλουθος Πρεσβείας τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Μακεδονίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ἐν Ἀθήναις.

Μεταφραστὴς :

Κα MARIKA VITLARSKA, μεταφράστρια διὰ τὴν ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

κ. NIKO DUKAS μεταφραστὴς διὰ τὴν ἐλληνικὴν γλῶσσαν.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συναντήσεως ταύτης αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι κατέληξαν εἰς τὰ ἐξῆς συμπεράσματα :

Πρὸς ἐφαρμογὴν τῆς ληφθείσης ὑπὸ τῆς 5ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς ἀποφάσεως, ἐν σχέσει πρὸς τὴν κατασκευὴν πετρελαιοαγωγοῦ μεταξὺ τοῦ κόλπου τῆς Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ Γιουγκοσλαβικοῦ ἐδάφους, αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι κατ' ἀρχὴν συμφώνησαν ἐπὶ ὀρισμένων βασικῶν ἀρχῶν, ἧτοι :

α) Ὁ μέλλον νὰ κατασκευασθῇ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν πετρελαιοαγωγὸς θὰ περιλαμβάνῃ δύο κεχωρισμένα τμήματα, τὸ ἐν Ἑλληνικὸν καὶ τὸ ἕτερον Γιουγκοσλαβικόν, τὰ ὅποια θὰ ἀποτελέσουν τμήμα τῶν ἀντιστοίχων δικτύων πετρελαιοαγωγῶν τῶν δύο χωρῶν. Ἡ πρώτη αὕτη διασύνδεσις μεταξὺ τῶν δύο δικτύων πετρελαιοαγωγῶν δυνατὸν νὰ ἐπεκταθῇ ἐν συνεχείᾳ.

β) Ἐκάστη Πλευρὰ θὰ εἶναι ὑπεύθυνη δι' ὅλα, περιλαμβανομένης καὶ τῆς χρηματοδοτήσεως, τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τοῦ πετρελαιοαγωγοῦ ἔργα (τελικὰ μελέται, κατασκευαί, κλπ), τὰ σχετικὰ πρὸς τὸ τμήμα τὸ εὐρισκόμενον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς.

γ) Ἡ ἐκμετάλλευσις τοῦ πετρελαιοαγωγοῦ θὰ ἀναληφθῇ κεχωρισμένως ὑπὸ Ἑλληνικῆς καὶ Γιουγκοσλαβικῆς Ἐπιχειρήσεως, αἱ ὅποια θὰ καθορισθοῦν μεταγενεστέρως ὑπὸ τῶν δύο πλευρῶν, ἀντιστοίχως, τοῦ πετρελαίου παρατιδομένου ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς εἰς τὴν Γιουγκοσλαβικὴν ἐπιχειρήσιν εἰς τὰ σύνορα μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

δ) Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ καθορίσῃ τὴν θέσιν ἀφετηρίας τοῦ τμήματός τῆς τοῦ πετρελαιοαγωγοῦ καὶ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ τὴν τελικὴν θέσιν τοῦ ἰδικοῦ τῆς. Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ἤδη ἐπέλεξε τὴν περιοχὴν Κορυνοῦ Κατερίνης ὡς θέσιν ἀφετηρίας καὶ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ ἔλαβεν τοῦτο ὑπὸ σήμεριν.

Τὸ σημεῖον διασυνδέσεως εἰς τὰ σύνορα θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν δύο πλευρῶν λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν δεδομένων τῆς προκαταρκτικῆς μελέτης.

Τὰ τεχνικὰ ἔργα εἰς τὴν θέσιν ἀφετηρίας, τὴν τελικὴν θέσιν καὶ κατὰ μῆκος τοῦ πετρελαιοαγωγοῦ θὰ μελετηθοῦν καὶ ἐκτελεστοῦν κατὰ τρόπον διευκολύνοντα τὴν λειτουργίαν τῶν δύο κεχωρισμένων διαχειρίσεων, τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν ὑποπαράγραφον (γ) ὡς ἄνω καὶ εἰδικώτερον κατὰ τρόπον ἐπιτρέποντα τὴν παράδοσιν τῶν καθορισθεισῶν ποσοτήτων εἰς τὰ σύνορα.

ε) 'Η χωρητικότητα του πετρελαιαγωγού θα ανέλθῃ εἰς τρεῖς φάσεις, ἀπὸ 3.000.000 ἕως 5.000.000 τόννους καὶ ἐνδεχομένως μέχρις 8.000.000 τόννους ἑτησίως. 'Ο πετρελαιαγωγὸς θὰ ἐξυπηρετῇται ὑπὸ δεξαμενοπλοίων χωρητικότητος μέχρις 150.000 τόννων.

'Εν συνεχείᾳ αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι καθώρισαν λεπτομερέστερον τὰς διαφορὰς ἐνεργείας τὰς ἀπαραιτήτους διὰ τὴν πραγματοποίησιν τοῦ ὑπὸ μελέτην σχεδίου, ἥτοι :

- α') Προκαταρκτικὴ μελέτη.
- β') Συμβόλαιον πρὸς ὑπογραφήν μεταξὺ τῶν δύο ἐπιχειρήσεων τῶν ὑποδειχθεισῶν ὑπὸ τῶν δύο Πλευρῶν.
- γ') Τελικὴ μελέτη καὶ δημοπρατήσεις.
- δ') Κατασκευαί.
- ε') Ἐκμετάλλευσις.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συμφώνησαν νὰ συστήσουν, τὸ ταχύτερον δυνατόν, ὁμάδα ἐργασίας ἀποτελουμένην ἀπὸ τεχνικῶν καὶ ἐμπειρογνώμονας τῶν δύο χωρῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀναλάβῃ τὴν ἐκπόνησιν τῆς προκαταρκτικῆς μελέτης (εἰδικώτερον χάραξις τῆς διαδρομῆς τοῦ πετρελαιαγωγού, ἔργα πρὸς κατασκευὴν, κόστος τοῦ προγράμματος κ.λ.π.) μέχρι σημείου ἐπιτρέποντος τὴν ὑπογραφήν τοῦ συμβολαίου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὴν ὥς ἄνω ὑποπαράγραφον (β'). 'Η ὁμάς αὕτη θὰ συνέλθῃ κατὰ πρῶτον τὸν Σεπτέμβριον τοῦ 1975 καὶ θὰ πρέπει νὰ ἔχῃ περατώσει τὸ ἔργον τῆς ἕως τὴν 15ην Μαρτίου 1976.

'Εξ ἐτέρου, αἱ ἀκόλουθοι ἡμερομηνίαι συνεκρατήθησαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐτέρων προαναφερθέντων ἔργων τῶν σχετικῶν πρὸς τὸ πρόγραμμα. Σύμβασις πρὸς ὑπογραφήν ἕως τὴν 15ην Μαΐου 1976, τελικαὶ μελέται καὶ δημοπρατήσεις ἕως τὸν Ἰανουάριον τοῦ 1977, κατασκευαὶ ἕως τὴν ἁνοξίαν τοῦ 1979.

Συνεφωνήθη ὅτι ὅλαι αἱ ὡς ἄνω προθεσμίαι ἔχουν ἐνδεικτικὸν χαρακτήρα κατευθύνσεως, ἀλλὰ αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἐξέφρασαν τὴν εὐχὴν νὰ καταβληθῇ πᾶσα προσπάθεια διὰ νὰ γίνονιν σεβασταὶ αἱ προθεσμίαι αὗται καὶ προσέτι, εἰ δυνατόν, νὰ συντομευθοῦν.

Τέλος αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συμφώνησαν νὰ λάβῃ χώραν νέα συνάντησις μεταξὺ τῶν εἰς τὸ Βελιγράδιον, ἐντὸς τριῶν μηνῶν περίπου, ἵνα ἐπιτηρηθῇ ἡ ἐπιτελεσθεῖσα, ἕως τότε, πρόοδος καὶ ἐξετασθῇ οἰονδήποτε ἕτερον πρόβλημα σχετιζόμενον μὲ τὸ πρόγραμμα.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἐξέφρασαν τὴν ἱκανοποίησίν των διὰ τὸ ἐγκάρδιον καὶ ἐπικοδομητικὸν κλίμα ἐντὸς τοῦ ὁποίου διεξήχθησαν αἱ συνομιλίαι.

'Εγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 1ην Αὐγούστου, εἰς δύο πρωτότυπα κείμενα, εἰς τὴν γαλλικὴν.

'Ο Ἀρχηγὸς τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΛΥΜΠΕΡΙΔΗΣ

'Ο Ἀρχηγὸς τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας
MITO MARKOVSKI